NOUVELLE REVUE
THÉOLOGIQUE

108 N° 4 1986

Un autre regard sur le XIXe siècle religieux français? À propos d'ouvrages récents

Bernard JOASSART (s.j.)

p. 576 - 580

https://www.nrt.be/fr/articles/un-autre-regard-sur-le-xixe-siecle-religieux-francais-a-propos-d-ouvrages-recents-256

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2024

Un autre regard sur le XIX[e] siècle religieux français ?

A PROPOS D'OUVRAGES RÉCENTS

Deux livres récents apportent une intéressante contribution à l'histoire religieuse française au XIX[e] siècle et méritent de retenir l'attention. De facture plus technique, l'ouvrage de Claude Savart [1] (thèse d'Etat défendue en 1981) se situe dans la ligne des recherches de sociologie religieuse historique. Il se propose d'explorer la « conscience religieuse », notion plus neutre mais plus englobante que celles de « spiritualité », « piété », « sentiment religieux », lourdes d'un passé historiographique qui ne joue pas toujours en leur faveur. Il l'étudie à travers un type bien déterminé de sources, les « livres », à l'exclusion d'autres publications (périodiques ou iconographiques), excepté lorsque celles-ci peuvent éclairer la compréhension des premiers. Par ailleurs, ce « sondage d'opinion » appliqué au passé privilégie la période des années 1851-1870 qui, « outre qu'elles offraient une relative homogénéité politique, paraissaient correspondre au plein épanouissement d'une certaine conception de la vie religieuse » (10). Cependant le champ d'investigation dut souvent s'étendre à une plus longue période (1815-1914), voire opérer quelques incursions dans l'Ancien Régime.

Au sein de la production de tout un siècle, l'auteur se devait, dans un premier temps, d'établir un « corpus bibliographique », tâche ardue étant donné la variété et souvent l'imprécision des instruments de travail de l'époque. Il fallut ensuite procéder à l'étude des tirages, des relations commerciales avec l'étranger, ainsi que de l'historique des principales maisons d'édition. Ces démarches permirent de confirmer le choix de la période privilégiée, qui connut une apogée quantitative de l'édition catholique et subit une série de fluctuations parallèles à celles des courants économiques.

La seconde partie présente les relations entre le livre religieux et le public auquel il était destiné : attitudes de la hiérarchie (censures romaine et épiscopales), plus ou moins acceptées ; tentatives de « pro-

1. Cl. SAVART, *Les catholiques en France au XIX[e] siècle.* Le témoignage religieux, coll. Théologie historique, 73, Paris, Beauchesne, 1985, 22 × 14, 718 p., 450 FF.

motion » d'ouvrages ; réseau de distribution (principalement par les librairies et le colportage) ; étude sociologique et géographique du public acheteur et de l'impact du livre sur lui ; « mais ici la source choisie . . . s'est montrée fâcheusement avare d'information » (701).

La troisième partie nous amène au cœur du sujet : l'étude du contenu des œuvres. Un sondage pour l'année 1861, particulièrement féconde, permet de dégager deux catégories prédominantes : la réédition d'écrits antérieurs au XIXe siècle, principalement ascétiques, plutôt que mystiques, et les ouvrages consacrés à des dévotions particulières. Cette double tendance se trouve confirmée par l'examen d'œuvres d'auteurs vivant au second Empire. On peut reconnaître dans ce catholicisme la prépondérance de la crainte, qui se situe dans le prolongement de « la grande déroute des mystiques au cours de la seconde moitié du XVIIe — du moins en France —, sous les coups répétés de l'hostilité des jansénistes, de la répression du quiétisme, et de la ' crise de la conscience européenne ', prélude de l'ère des Lumières » (704). Mais cette conscience religieuse, fille des « sentiments qui ont établi leur règne au cours des XVIe et XVIIe » et qui « est pour l'essentiel dans le prolongement des orientations de l'ère post-tridentine » (704), n'était pas pour autant privée d'affectivité et de sens mystique : en témoignent ces multiples dévotions particulières qui ont rendu le XIXe siècle insupportable aux yeux de nos contemporains, mais qui préludaient peut-être à un renouveau.

Grâce notamment à de telles études, Gérard Cholvy et Yves-Marie Hilaire [2] nous offrent une agréable synthèse, susceptible de piquer la curiosité du lecteur. Malgré ses dimensions modestes, d'un ton qui ne cède pas à la polémique bruyante et manie avec bonheur l'art de la nuance, elle amène avec sérénité à réviser certains mythes.

Bien qu'ils fassent de plus en plus partie intégrante de la « mentalité » des historiens d'aujourd'hui, les présupposés méthodologiques méritent d'être rappelés. Face à une « accélération de la méconnaissance », par un grand nombre de nos contemporains, d'un passé en définitive très proche (et que les auteurs se rassurent, ce phénomène ne touche pas seulement la France !), G. Cholvy et Y.-M. Hilaire se proposent de « munir le public, l'étudiant, les enseignants, les pasteurs . . . d'une information de base aussi concrète que possible, dont on attend qu'elle rende service à tous ceux qui veulent situer la place du religieux dans

2. G. CHOLVY & Y.-M. HILAIRE, *Histoire religieuse de la France contemporaine. I. 1800-1880*, Toulouse, Privat, 1985, 22 × 16, 352 p., 170 FF.

l'évolution socio-culturelle de notre temps ; nourrir d'exemples leur enseignement ; s'interroger sur ce qu'ils savent » (5). D'autre part cet ouvrage est une « histoire *religieuse* » (non restreinte aux seuls catholiques), abordant dès lors divers secteurs de l'activité religieuse : croyances ou incroyances, ou « mal-croyances », pratiques, conduites plus ou moins orthodoxes . . . La matière exigeait l'intégration d'une plus large gamme de sources (vaticanes, diocésaines, congrégations religieuses, œuvres de bienfaisance, organisations de jeunesse, littérature . . .) que les seules archives publiques, ainsi que de l'élément sériel, qu'il convient certes de manier avec une extrême prudence. Par ailleurs le « peuple » est ici privilégié, c'est-à-dire le « grand nombre », ce qui n'exclut pas a priori l'étude de groupes particuliers et de personnalités ayant joué un rôle prépondérant. Enfin, cet ouvrage s'alimente aux travaux qui ont présidé au renouvellement des études d'histoire religieuse : œuvres d'A. Latreille, de H.-I. Marrou, de F. Boulard ; études et débats sur la religion « populaire », études d'histoire et d'ethnologie régionales.

La première partie (« Une société traditionnelle à l'âge des *secondes lumières* ») couvre grosso modo la première moitié du XIX[e] siècle. Les auteurs étudient tout d'abord la situation des Eglises au sortir de l'aventure révolutionnaire, situation caractérisée par une désorganisation qui touche aussi bien le catholicisme que le protestantisme et le judaïsme : clergé décimé, divisé, vieilli ; perte pour le catholicisme du statut privilégié dans la société et d'une partie de son emprise sur les populations ; baisse de la vitalité des groupes protestants ; relative dispersion des communautés juives. Et bien que, depuis 1802, le pouvoir ménage la religion, parce que facteur d'ordre social, une bonne partie des « notables » demeure la digne héritière des Lumières et de l'anticléricalisme du XVIII[e] siècle. Face à cette situation, s'amorça un large mouvement de restauration par l'entretien de bons rapports avec l'Etat (non sans quelques ombres durant les premières années de la Monarchie de Juillet) ; par la reconstitution d'un encadrement pastoral dense (accroissement rapide des vocations sacerdotales et religieuses) ; par une intensification de l'éducation religieuse des enfants (notamment grâce à l'intermédiaire du réseau scolaire) et des adultes par la prédication et surtout par les « missions » (moyen largement répandu aussi du côté protestant), prêchant malgré tout une religion sévère. Cette période voit également les premières interventions des Eglises chrétiennes à propos de la question sociale : mandements épiscopaux, prises de position de prélats qui n'étaient pas tous ignorants de la situation du monde ouvrier ; **critique du libéralisme économique par des intellectuels catholiques tel**

Ch. de Coux, le maître d'Ozanam, lequel allait fonder les Conférences de Saint-Vincent-de-Paul dès 1833 ; action conjuguée de Villermé, des patrons calvinistes de Mulhouse et des catholiques tel Montalembert, qui devait aboutir à la première loi réglementant le travail des enfants (1841) ; souci de la part des pasteurs de sauvegarder la pratique des principes moraux parmi les populations ouvrières... Si les élites demeurèrent majoritairement « filles de Voltaire », on vit se développer de généreuses tentatives en vue d'une meilleure défense du catholicisme et de son adaptation au monde moderne, la plus célèbre étant celle de Lamennais, malheureusement vouée à une issue douloureuse. Le parcours s'achève sur les « expressions du sentiment religieux populaire », où diverses formes de superstition et de religion « naturelle », justifiées entre autres pas un certain abandon des populations par leur clergé durant la crise révolutionnaire, voisinent avec les manifestations d'une authentique ferveur ; pour la soutenir, des pasteurs (même catholiques) encourageaient à lire l'Ecriture et à diffuser assez largement une littérature religieuse.

La seconde partie tente de mesurer l'*Ampleur et (les) limites du renouveau (1840-1880).* Dans un premier temps, sont présentés les influences romaines sur l'Eglise « gallicane » (diffusion de la théologie d'A. de Liguori, plus spécialement en matière de morale, usage plus large de la liturgie romaine...) ainsi que le renouveau d'une religion plus centrée sur Jésus-Christ, accentuant la piété mariale (en témoignent les nombreuses apparitions de la Vierge durant cette période) et qui se manifeste au grand jour (construction d'églises, pélerinages, processions...). Le chapitre suivant traite du retour des notables à la religion, retour qui ne manque sans doute pas d'ambiguïté ni d'une certaine teinte de conformisme, mais qui se traduit entre autres par l'engagement dans les œuvres de bienfaisance. Les auteurs abordent alors l'effort institutionnel catholique, caractérisé par une forte croissance du monde clérical, qui ne bénéficie cependant pas toujours de la meilleure formation ; la christianisation se fait principalement par l'enseignement, car la législation permettait le développement d'un réseau scolaire primaire et secondaire étendu, qui fut rapidement menacé parce que trop hâtivement construit et parce que le clergé y détenait un pouvoir excessif (cf. 227). En politique, le second Empire reconnaît une place privilégiée au catholicisme, embarrassé cependant par l'évolution de la Question romaine. Le chapitre 8 pose la délicate question de la « déchristianisation ouvrière ». Il est objectivement vrai qu'il existe un réel détachement de la religion parmi les ouvriers ; encore faut-il bien comprendre, **ainsi que le fait remarquer G. Cholvy, ce que recouvrent les notions de**

« monde ouvrier » et de « mouvement ouvrier », et ne pas juger de la France entière à l'aune de la seule région parisienne (cf. 235). Cependant, à la suite des travaux de F.A. Isambert, on ne peut tenir pour une vérité sans appel ni nuance que l'Eglise a perdu la classe ouvrière au XIX[e] siècle. Dans une France demeurée majoritairement rurale (à 68 % en 1881), on ne peut apprécier la christianisation du « monde ouvrier » qu'en tenant compte des variétés régionales et de l'ensemble des facteurs socio-culturels où s'inséraient les multiples populations ouvrières. Et même si le taux de pratique religieuse est en général inférieur à la moyenne de l'ensemble, il faut bien constater que « toutes les portes n'étaient pas définitivement fermées à la prédication religieuse » (253) ; de multiples exemples attestent non seulement un réel souci apostolique de la part d'une bonne partie du clergé, mais aussi une non moins réelle fidélité religieuse de cette population ouvrière. La question essentielle, à l'estime de G. Cholvy, est de percevoir la distance entre « foi connue » et « foi vécue », celle-ci ayant vraisemblablement manqué des supports familiaux et communautaires. Le dernier chapitre dresse une carte religieuse de la France, où le contraste est la règle d'or. Que de différences entre l'Ouest, où réussit la restauration, et les « malheureux diocèses de Paris » (Dupanloup) ; entre le Nord-Pas-de-Calais, qui connaît l'essor de l'ultramontanisme et la formation d'une bourgeoisie catholique, et les pays allant de la Franche-Comté au Pays basque, où les chrétientés sont à fortes assises rurales ; entre les pays de langue d'oc, qui montrent la plus importante concentration de protestants, et le cas particulier de la Corse, « en marge de l'Eglise gallicane ».

On lira avec grand intérêt la conclusion, qui pose la question : « de quel côté penchait la balance en 1880 ? » et qui, sans « canoniser » le XIX[e] siècle, lui reconnaît ses grandeurs. Mais, ainsi que le notait G. Cholvy dans son avant-propos : « Le temps paraît venir d'une histoire plus sereine du passé religieux de la France contemporaine, en sa périodisation et ses contrastes, plus grands que ne le croient ceux qui jettent dans les enfers *cet affreux 19[e] siècle et ses séquelles* » (8). Les auteurs ont réussi à en donner une meilleure image.

Et là n'est pas le moindre mérite de ces ouvrages. Si au fil des exposés la rigueur ne perd jamais ses droits — « critique » oblige —, la sympathie à l'endroit des objets étudiés n'en est pas pour autant absente. Elle forme même une élément essentiel de la méthode. La connaissance n'en devient que meilleure, et ce siècle plus « sympathique » à nos contemporains.

B-1040 Bruxelles **Bernard JOASSART, S.J.**
Boulevard Saint-Michel, 24